

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 1968-1969.

12 DÉCEMBRE 1968.

## PROJET DE LOI

modifiant les lois du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, du 15 juin 1899 comprenant le Titre II du Code de procédure pénale militaire et du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

## PROJET TRANSMIS PAR LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

### Article 1<sup>er</sup>.

La sixième colonne du tableau III annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire est remplacée par la colonne suivante :

Tribunaux — Siège	Substituts du Procureur du Roi
Anvers ... ... ... ... ...	33
Malines ... ... ... ... ...	6
Turnhout . . . . .	7
Bruxelles . . . . .	54
Louvain ... ... ... ...	8
Nivelles ... . . . . .	6
Charleroi . . . . .	21
Mons . . . . .	12
Tournai . . . . .	7
Bruges . . . . .	14
Courtrai . . . . .	10
Furnes . . . . .	4
Ypres . . . . .	4
Audenarde . . . . .	6
Gand . . . . .	22
Termonde . . . . .	13
Huy . . . . .	4
Liège . . . . .	24
Verviers . . . . .	7
Hasselt . . . . .	8
Tongres . . . . .	7
Arlon . . . . .	3
Marche-en-Famenne . . . . .	2
Neufchâteau . . . . .	2
Namur . . . . .	6
Dinant . . . . .	4

P.A. 7776.

#### Voir :

Documents de la Chambre des Représentants :  
135 (S.E. 1968) :

- N° 1: Projet de loi.
- N° 2 et 3: Amendements.
- N° 4: Rapport.
- N° 5: Amendements.

Annales de la Chambre des Représentants :  
11 et 12 décembre 1968.

# BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1968-1969.

12 DECEMBER 1968.

## ONTWERP VAN WET

tot wijziging van de wetten van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, van 15 juni 1899, houdende Titel II van het Wetboek van militaire strafvordering en van 10 oktober 1967, houdende het Gerechtelijk Wetboek.

## ONTWERP OVERGEZONDEN DOOR DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS.

### Artikel 1.

De zesde kolom van tabel III, als bijlage gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, wordt vervangen als volgt :

Rechtbanken — Zetel	Substituut- procureurs des Konings
Antwerpen . . . . .	33
Mechelen . . . . .	6
Turnhout . . . . .	7
Brussel . . . . .	54
Leuven . . . . .	8
Nijvel . . . . .	6
Charleroi . . . . .	21
Bergen . . . . .	12
Doornik . . . . .	7
Brugge . . . . .	14
Kortrijk . . . . .	10
Veurne . . . . .	4
Ieper . . . . .	4
Oudenaarde . . . . .	6
Gent . . . . .	22
Dendermonde . . . . .	13
Hoei . . . . .	4
Luik . . . . .	24
Verviers . . . . .	7
Hasselt . . . . .	8
Tongeren . . . . .	7
Aarlen . . . . .	3
Marche-en-Famenne . . . . .	2
Neufchâteau . . . . .	2
Namen . . . . .	6
Dinant . . . . .	4

P.A. 7776.

#### Zie :

Gedrukte Stukken van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :  
135 (B.Z. 1968) :

- N° 1: Wetsontwerp.
- N° 2 en 3: Amendementen.
- N° 4: Verslag.
- N° 5: Amendementen.

Handelingen van de Kamer van Volksvertegenwoordigers :  
11 en 12 december 1968.

## Art. 2.

Le tableau intitulé « Nombre des premiers substituts du procureur du Roi dans les Tribunaux de première instance » annexé à la même loi est remplacé par le tableau suivant :

Tribunaux — Siège	Nombre maximum de premiers substituts du Procureur du Roi
Anvers	11
Malines	2
Turnhout	2
Bruxelles	18
Louvain	2
Nivelles	2
Charleroi	7
Mons	4
Tournai	2
Bruges	4
Courtrai	3
Furnes	1
Ypres	1
Audenarde	2
Gand	7
Termonde	4
Huy	1
Liège	8
Verviers	2
Hasselt	2
Tongres	2
Arlon	1
Marche-en-Famenne	—
Neufchâteau	—
Namur	2
Dinant	1

## Art. 3.

§ 1. Outre le cadre ordinaire des magistrats du parquet, qui fait l'objet du tableau III annexé à la loi du 3 avril 1953 d'organisation judiciaire, modifié par l'article premier de la présente loi, il y a un cadre temporaire dont la composition est déterminée ainsi qu'il est dit ci-après.

Il ne peut être pourvu qu'une seule fois à chaque place du cadre temporaire.

Les places qui composent ce cadre sont supprimées au fur et à mesure que leurs titulaires cessent de les occuper, par suite notamment de nomination à d'autres fonctions, de mise à la retraite ou de décès.

§ 2. Le cadre temporaire des magistrats du parquet est composé comme suit :

Tribunaux — Siège	Substituts du Procureur du Roi
Anvers	4
Bruxelles	8
Louvain	1
Nivelles	1
Charleroi	1
Mons	1
Tournai	1
Courtrai	1
Gand	1
Hasselt	1
Namur	1
Verviers	1

## Art. 4.

Les articles 76 à 81bis de la loi du 15 juin 1899 contenant le titre II du Code de procédure pénale militaire sont remplacés par les textes suivants :

« Art. 76. — Les fonctions du ministère public près les conseils de guerre sont remplies par des auditeurs militaires, sous la surveillance et la direction de l'auditeur général.

## Art. 2.

De bij dezelfde wet gevoegde tabel « Aantal eerste substituut-procureurs des Konings in de rechtbanken van eerste aanleg » wordt door de volgende tabel vervangen :

Rechtbanken — Zetel	Maximaal aantal eerste substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	11
Mechelen	2
Turnhout	2
Brussel	18
Leuven	2
Nijvel	2
Charleroi	7
Bergen	4
Doornik	2
Brugge	4
Kortrijk	3
Veurne	1
Ieper	1
Oudenaarde	2
Gent	7
Dendermonde	4
Hoei	1
Luik	8
Verviers	2
Hasselt	2
Tongeren	2
Aarlen	1
Marche-en-Famenne	—
Neufchâteau	—
Namen	2
Dinant	1

## Art. 3.

§ 1. Buiten de gewone formatie van de parketmagistraten, vastgesteld bij tabel III gevoegd bij de wet van 3 april 1953 betreffende de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij artikel 1 van deze wet, is er een tijdelijke formatie, die hierna wordt vastgesteld.

Iedere betrekking van de tijdelijke formatie mag slechts eenmaal worden begeven.

De betrekkingen van die formatie worden opgeheven naargelang de titularissen ophouden ze te bekleden, onder meer door benoeming in een ander ambt, inruststelling of overlijden.

§ 2. De tijdelijke formatie van de parketmagistraten bestaat uit :

Rechtbanken — Zetel	Substituut-procureurs des Konings
Antwerpen	4
Brussel	8
Leuven	1
Nijvel	1
Charleroi	1
Bergen	1
Doornik	1
Kortrijk	1
Gent	1
Hasselt	1
Namen	1
Verviers	1

## Art. 4

De artikelen 76 tot 81bis van de wet van 15 juni 1899 houdende titel II van het Wetboek van militaire strafvordering, worden door de volgende teksten vervangen :

« Art. 76. — Het ambt van openbaar ministerie bij de kriegeraad wordt, onder het toezicht en de leiding van de auditeur-generaal, uitgeoefend door de kriegerauditeurs.

» Art. 77. — L'auditeur militaire peut être assisté par un ou plusieurs substituts de l'auditeur militaire, placés sous sa surveillance et sa direction immédiate.

» L'auditeur militaire et ses substituts sont nommés et peuvent être révoqués par le Roi.

» Il peut y avoir un ou plusieurs premiers substituts qui assistent l'auditeur militaire dans la direction de l'audit. Les premiers substituts sont désignés par le Roi pour un terme de trois ans sur une liste double de substituts de l'auditeur militaire présentés par l'auditeur général. Cette désignation est renouvelable, et chaque fois pour un terme de trois ans.

» Art. 78. — Le nombre des magistrats des audit. militaires près les conseils de guerre est fixé comme suit :

» Auditeurs militaires ...	... ... ... ...	6
» Premiers substituts de l'auditeur militaire ...		12
» Substituts de l'auditeur militaire ...	... ... ...	24

» Art. 79. — Le Roi nomme en outre des substituts de l'auditeur militaire de réserve qui doivent être docteurs en droit et âgés de 25 ans au moins et de 45 ans au plus.

» Le Ministre de la Justice délègue, de l'avis conforme de l'auditeur général près la Cour militaire, aux fonctions d'auditeur militaire ou de premiers substituts de l'auditeur militaire de réserve, des magistrats militaires permanents ou de réserve.

» Le Ministre de la Justice délègue, de l'avis conforme du procureur général près la Cour d'appel dont ils relèvent et de l'auditeur général près la Cour militaire, des magistrats des juridictions ordinaires, aux fonctions d'auditeur militaire, de premiers substituts ou de substituts de l'auditeur militaire de réserve.

» Art. 80. — Les nominations et délégations des magistrats militaires de réserve sont caduques à l'expiration d'un terme de trois ans. En temps de guerre, la validité des nominations et délégations est prorogée de plein droit si le Roi n'en dispose autrement.

» Art. 81. — Les magistrats militaires de réserve prêtent serment lors de leur nomination.

» Art. 81bis. — Lorsque l'organisation ou le fonctionnement des juridictions militaires l'exige impérieusement, le Ministre de la Justice, sur requête de l'auditeur général, désigne les magistrats militaires de réserve qui entrent en fonction à la date qu'il fixe.

» Ces désignations sont temporaires et le Ministre de la Justice y met fin au fur et à mesure de la diminution ou de la disparition de l'accroissement d'activité dû aux événements qui ont motivé l'entrée en fonction.

» Art. 81ter. — Le magistrat de réserve exerçant ses fonctions reçoit au prorata de la durée de ses fonctions le traitement et les indemnités afférentes à celles-ci, à moins qu'il ne bénéficie d'un traitement supérieur à charge de l'Etat, des provinces ou des communes.

» Lorsqu'il est mis fin aux fonctions qu'il a exercées d'une manière ininterrompue pendant six mois au moins, le magistrat militaire de réserve reçoit pendant trois mois une indemnité égale au traitement. Lorsque ces fonctions ont été exercées d'une manière ininterrompue pendant un an au moins, il reçoit cette indemnité pendant quatre mois, l'octroi de cette dernière étant augmenté chaque fois d'un mois pour chaque période supplémentaire d'exercice de fonctions pendant six mois, avec un maximum égal au traitement pour six mois.

» Art. 77. — De kriegsauditeur kan worden bijgestaan door een of meer substituut-kriegsauditeurs, die onmiddellijk onder zijn toezicht en leiding staan.

» De kriegsauditeurs en de substituten worden benoemd en kunnen worden afgezet door de Koning.

» Er kunnen een of meer eerste substituten zijn die de kriegsauditeur bijstaan in de leiding van het auditoraat. De eerste substituten worden door de Koning aangewezen voor drie jaar uit een dubbeltal van substituut-kriegsauditeurs, voorgedragen door de auditeur-generaal. Die aanwijzing kan telkens voor drie jaar worden hernieuwd.

» Art. 78. — Het aantal magistraten van de kriegs-auditoren bij de kriegsraden is vastgesteld als volgt :

» Kriegsauditeurs	... ... ... ...	6
» Eerste substituut-kriegsauditeurs	... ... ...	12
» Substituut-kriegsauditeurs	... ... ...	24

» Art. 79. — De Koning benoemt bovendien reserve-substituut-kriegsauditeurs die doctor in de rechten moeten zijn en ten minste 25 en ten hoogste 45 jaar oud.

» De Minister van Justitie geeft, na eensluidend advies van de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof, aan militaire vaste of reservemagistraten opdracht om het ambt van reservekriegsauditeur of reserve-eerste substituut-kriegsauditeur uit te oefenen.

» De Minister van Justitie geeft, na eensluidend advies van de procureur-generaal bij het Hof van beroep waarvan zij afhangen, en van de auditeur-generaal bij het Militair Gerechtshof, aan magistraten van de gewone gerechten opdracht om het ambt van reservekriegsauditeur, reserve-eerste substituut of reservesubstituut-kriegsauditeur uit te oefenen.

» Art. 80. — De benoemingen en de opdrachten van de militaire reservemagistraten vervallen na drie jaar. In oorlogstijd wordt de geldigheid van de benoemingen en de opdrachten van rechtswege verlengd, tenzij de Koning anders beslist.

» Art. 81. — De militaire reservemagistraten leggen hun eed af bij hun benoeming.

» Art. 81bis. — Wanneer de organisatie of de werking van de militaire gerechten zulks volstrekt vergt, wijst de Minister van Justitie, op verzoek van de auditeur-generaal, de militaire reservemagistraten aan; dezen treden in dienst op de dag die hij bepaalt.

» Die aanwijzingen zijn tijdelijk en de Minister van Justitie maakt er een einde aan naar gelang van de vermindering of de verdwijning van de activiteitsvermeerdering die het gevolg was van de gebeurtenissen die tot opneming van hun ambt aanleiding hebben gegeven.

» Art. 81ter. — De reservemagistraat die zijn ambt uitoefent, ontvangt, naar verhouding van de duur ervan, de daaraan verbonden bezoldiging en vergoedingen, tenzij hij reeds een hogere bezoldiging heeft ten laste van de Staat, de provincies of de gemeenten.

» Wanneer een einde wordt gemaakt aan het ambt dat hij gedurende ten minste zes maanden ononderbroken heeft uitgeoefend, ontvangt de militaire reservemagistraat een vergoeding gelijk aan de bezoldiging gedurende drie maanden. Bij een ononderbroken ambtsduur van ten minste één jaar, ontvangt hij deze vergoeding gedurende vier maanden en zij wordt telkens met één maand verhoogd voor iedere bijkomende periode van zes maanden ambtsuitoefening, met een maximum overeenstemmend met de wedde voor zes maanden.

» Cette indemnité n'est pas due à celui qui reprend l'exercice de fonctions rémunérées par le Trésor. Elle n'est plus due à partir du jour de sa nomination à celui qui, pendant le même délai de trois mois, accepte des fonctions rémunérées par le Trésor.

» Art. 81*quater*. — Hors le cas prévu à l'article 81*bis*, le Ministre de la Justice peut appeler le magistrat militaire de réserve, sans que celui-ci doive y consentir, à exercer ses fonctions pendant une période ne dépassant pas quinze jours par an. Il exerce durant ces périodes des fonctions prenant fin de plein droit à l'expiration du terme de service fixé par le Ministre de la Justice.

» Art. 81*quinquies*. — L'auditeur général désigne le conseil de guerre auprès duquel les auditeurs militaires, les premiers substituts et substituts de l'auditeur militaire, permanents et de réserve, exercent leurs fonctions. »

#### Art. 5.

L'article 84 de la loi du 15 juin 1899 est abrogé.

#### Art. 6.

L'article 85 de la loi du 15 juin 1899 est abrogé.

#### Art. 7.

A l'article 88 de la loi du 15 juin 1899 les mots : « et leurs suppléants » sont supprimés.

#### Art. 8.

Dans la loi du 15 juin 1899, il est inséré un article 126*ter* libellé comme suit :

« Art. 126*ter*. — Le nombre des avocats généraux près la Cour militaire est fixé à 4 et celui des substituts de l'auditeur général à 4 également. »

#### Art. 9.

Dans la loi du 15 juin 1899, il est inséré un article 127*bis* libellé comme suit :

« Art. 127*bis*. — Le Roi délègue en outre parmi les magistrats militaires permanents ou parmi les magistrats des juridictions ordinaires des substituts de l'auditeur général de réserve, réunissant les conditions prévues par la loi pour être nommés substitut de l'auditeur général permanent. Les articles 81 à 81*quater* de la présente loi sont applicables à ces magistrats. »

#### Art. 10.

L'article 136 de la loi du 15 juin 1899 est abrogé.

#### Art. 11.

L'article 137 de la loi du 15 juin 1899 modifié par l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté-loi du 16 novembre 1918 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 137. — Les magistrats militaires permanents et les greffiers des juridictions militaires sont dispensés de toutes obligations militaires autres que judiciaires dans l'armée. Il en est de même des magistrats militaires de réserve du fait de leur nomination ou délégation et aussi longtemps qu'il n'y est pas mis fin. »

» Die vergoeding is niet verschuldigd aan diegene die opnieuw een functie opneemt die door 's Lands kas wordt bezoldigd. Zij is niet meer verschuldigd, vanaf de benoeming, aan diegene die binnen dezelfde termijn van drie maanden een door 's Lands kas bezoldigd ambt aanvaardt.

» Art. 81*quater*. — Buiten het geval bedoeld in artikel 81*bis*, kan de Minister van Justitie een militaire reserve-magistraat oproepen om zijn ambt gedurende ten hoogste vijftien dagen per jaar uit te oefenen, zonder dat deze daarin moet toestemmen. Gedurende die periode oefent hij een ambt uit dat van rechtswege vervalt na verloop van de diensttijd die de Minister van Justitie heeft vastgesteld.

» Art. 81*quinquies*. — De auditeur-generaal wijst de krijgsraad aan waarbij de vaste of tot de reserve behorende krijgsauditeurs, eerste substituut-krijgsauditeurs en substituut-krijgsauditeurs hun ambt uitoefenen. »

#### Art. 5.

Artikel 84 van de wet van 15 juni 1899 wordt opgeheven.

#### Art. 6.

Artikel 85 van de wet van 15 juni 1899 wordt opgeheven.

#### Art. 7.

In artikel 88 van de wet van 15 juni 1899 worden de woorden : « en hun plaatsvervangers » geschrapt.

#### Art. 8.

In de wet van 15 juni 1899 wordt een artikel 126*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 126*ter*. — Het aantal advocaten-generaal bij het Militair Gerechtshof wordt vastgesteld op 4 en het aantal substituut-auditeurs-generaal eveneens op 4. »

#### Art. 9.

In de wet van 15 juni 1899 wordt een artikel 127*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 127*bis*. — De Koning geeft bovendien de opdracht als reservesubstituut-auditeur-generaal aan vaste militaire magistraten of magistraten die voldoen aan de bij de wet gestelde voorwaarden om tot vast substituut-auditeur-generaal te worden benoemd. De artikelen 81 tot 81*quater* van deze wet zijn toepasselijk op die magistraten. »

#### Art. 10.

Artikel 136 van de wet van 15 juni 1899 wordt opgeheven.

#### Art. 11.

Artikel 137 van de wet van 15 juni 1899, gewijzigd bij artikel 1 van de besluitwet van 16 november 1918, wordt door de hierna volgende bepaling vervangen :

« Art. 137. — De vaste militaire magistraten en de griffiers van de militaire gerechten worden van alle andere militaire verplichtingen bij het leger dan de gerechtelijke, vrijgesteld. Hetzelfde geldt voor de militaire reservemagistraten ingevolge hun benoeming of opdracht, zolang daaraan geen einde wordt gemaakt. »

## Art. 12.

Outre le nombre de magistrats militaires permanents prévus à l'article 78 de la loi du 15 juin 1899, il peut y avoir hors cadre, à titre temporaire :

deux substituts de l'auditeur général,  
deux auditeurs militaires,  
quinze premiers substituts de l'auditeur militaire,  
quatorze substituts de l'auditeur militaire.

Ces places sont supprimées, au fur et à mesure que les titulaires de ces fonctions cessent de les occuper.

## Art. 13.

Au deuxième alinéa de l'article 327 du Code judiciaire, la dernière phrase est remplacée par le texte suivant :

« La durée de ces délégations ne peut excéder six ans. »

## Art. 14.

Lorsqu'un magistrat militaire, délégué aux fonctions de substitut du procureur du Roi, a été ou est nommé à l'une des places du cadre ordinaire ou du cadre temporaire d'un parquet du procureur du Roi, il occupe, dans le rang prévu à l'article 312 du Code judiciaire, la place qui eût été la sienne s'il y avait été nommé à la date de sa délégation.

Les autres magistrats militaires qui sont nommés à l'une des places du cadre ordinaire ou temporaire d'un parquet du procureur du Roi, prennent rang à la date de leur nomination.

## Art. 15.

Les dispositions de l'article 14 sont applicables aux magistrats militaires en campagne nommés à titre permanent.

## Art. 16.

La disposition de l'article 13 de la présente loi, modifiant l'article 327 du Code judiciaire, n'est pas applicable aux magistrats d'un parquet militaire qui depuis plus de six ans au moins ont fait l'objet d'une délégation ou ont été autorisés à exercer exclusivement des fonctions autres que des fonctions judiciaires.

La délégation des autres magistrats prévue à l'article 327 du Code judiciaire prend fin au plus tard, six ans après l'entrée en vigueur de la présente loi.

## Art. 17.

Les auditeurs militaires dirigeant avant l'entrée en vigueur de la présente loi les auditatoires militaires de Bruxelles, Gand et Liège, ne peuvent être affectés à la direction d'un autre auditatoir sans leur consentement.

## Art. 18.

Le Roi peut, lorsqu'il nomme aux fonctions de substitut du procureur du Roi un magistrat qui, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, est délégué aux fonctions de substitut du procureur du Roi auprès du même parquet, déroger à l'article 243 de la loi du 18 juin 1869.

## Art. 12.

Buiten het aantal vaste militaire magistraten bepaald bij artikel 78 van de wet van 15 juni 1899, kunnen er zijn buiten kader en tijdelijk :

twee substituut-auditeurs-generaal,  
twee krijgsauditeurs,  
vijftien eerste substituut-krijgsauditeurs,  
veertien substituut-krijgsauditeurs.

Deze ambten vallen weg, naargelang de titularissen van die ambten ophouden ze te bekleden.

## Art. 13.

In het tweede lid van artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek, wordt de laatste volzin vervangen door de volgende tekst :

« De duur van die opdrachten mag zes jaar niet te boven gaan. »

## Art. 14.

Wanneer een militair magistraat opdracht heeft om het ambt van substituut-procureur des Konings te vervullen, en in een van de betrekkingen van de gewone of van de tijdelijke formatie van een parket van de procureur des Konings werd of wordt benoemd, neemt hij op de ranglijst voorgeschreven bij artikel 312 van het Gerechtelijk Wetboek, de plaats in die hij zou gehad hebben indien hij op de datum van zijn opdracht was benoemd.

De andere militaire magistraten die worden benoemd in een van de betrekkingen van de gewone of tijdelijke formatie van een parket van de procureur des Konings, komen op de ranglijst volgens de datum van hun benoeming.

## Art. 15.

De bepalingen van artikel 14 zijn van toepassing op de militaire magistraat te velde die tot vast militair magistraat wordt benoemd.

## Art. 16.

De bepaling van artikel 13 van deze wet, tot wijziging van artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek, vindt geen toepassing op de magistraten van een parket van de procureur des Konings of van een militair parket die sedert ten minste zes jaar een opdracht vervullen of die gemachtigd zijn om uitsluitend andere dan gerechtelijke functies uit te oefenen.

De opdracht van de andere magistraten, bedoeld in artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek, houdt op ten laatste zes jaar na de inwerkingtreding van deze wet.

## Art. 17.

De krijgsauditeurs die vóór de inwerkingtreding van deze wet de leiding hebben van de krijgsauditoraten van Brussel, Gent en Luik, kunnen zonder hun instemming niet aangezwezen worden voor de leiding van een ander auditatoir.

## Art. 18.

Wanneer de Koning een magistraat aan wie bij de inwerkingtreding van deze wet de functie van substituut-procureur des Konings is opgedragen, bij hetzelfde parket tot dat ambt benoemd, kan hij afwijken van artikel 243 van de wet van 18 juni 1869.

## Art. 19.

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté-loi du 14 février 1944, modifié par l'article 3, 4<sup>o</sup>, de la loi du 1<sup>er</sup> juin 1949, est abrogé.

## Art. 20.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 12 décembre 1968.

*Le Président de la Chambre des Représentants,*

A. VAN ACKER.

*Les Secrétaires, | De Secretarissen,*

G. JUSTE.  
M. VERLACKT-GEVAERT.

## Art. 19.

Het eerste lid van artikel 1 van de besluitwet van 14 februari 1944, gewijzigd bij artikel 3, 4<sup>o</sup>, van de wet van 1 juni 1949, wordt opgeheven.

## Art. 20.

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Brussel, 12 december 1968.

*De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers,*